

Le Carnaval d'hiver de Montréal, 1803-1889

Sylvie Dufresne

Volume 11, Number 3, February 1983

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1019013ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1019013ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (print)

1918-5138 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dufresne, S. (1983). Le Carnaval d'hiver de Montréal, 1803-1889. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 11(3), 25–45. <https://doi.org/10.7202/1019013ar>

Article abstract

At the end of the nineteenth century, a new form of public entertainment appeared in Montreal: the winter carnival. Organized by athletic clubs, encouraged by the municipal government and financed by private enterprise, it involved an extensive advertising and tourist campaign aimed both at boosting economic activity during the off-season by attracting visitors and at promoting the interests of the city by making others more aware of the latter's commercial and industrial potential.

Underneath its merry exterior, the carnival was deeply marked by the needs, aspirations and antagonisms which dominated the history of Montreal in the nineteenth century. The monuments and decorations reflected the cultural values of those who designed them; the middle-class character of the event was revealed in the choice of recreational and social activities, and the tensions that existed bore witness to the complex relationships among the different groups of participants.

In order to identify the social, cultural and economic characteristics of the carnival better, we shall examine in succession four aspects of the event, namely, its history, the people for whom it was intended, its organizers, and its conflicts. In so doing, we wish to show that this event reflected the social dynamics of the day and had little in common with a grass-roots festival. It is, therefore, from an analytical, rather than simply an evocative angle, that we approach this subject which has a significance too long underestimated.

Le Carnaval d'hiver de Montréal, 1803-1889

Sylvie Dufresne

Abstract/Résumé

At the end of the nineteenth century, a new form of public entertainment appeared in Montreal: the winter carnival. Organized by athletic clubs, encouraged by the municipal government and financed by private enterprise, it involved an extensive advertising and tourist campaign aimed both at boosting economic activity during the off-season by attracting visitors and at promoting the interests of the city by making others more aware of the latter's commercial and industrial potential.

Underneath its merry exterior, the carnival was deeply marked by the needs, aspirations and antagonisms which dominated the history of Montreal in the nineteenth century. The monuments and decorations reflected the cultural values of those who designed them; the middle-class character of the event was revealed in the choice of recreational and social activities, and the tensions that existed bore witness to the complex relationships among the different groups of participants.

In order to identify the social, cultural and economic characteristics of the carnival better, we shall examine in succession four aspects of the event, namely, its history, the people for whom it was intended, its organizers, and its conflicts. In so doing, we wish to show that this event reflected the social dynamics of the day and had little in common with a grass-roots festival. It is, therefore, from an analytical, rather than simply an evocative angle, that we approach this subject which has a significance too long underestimated.

À la fin du XIX^e siècle, une nouvelle forme d'amusement public fait son apparition dans le domaine des loisirs montréalais: le carnaval d'hiver. Organisée par les clubs sportifs, encouragée par l'administration municipale et financée par l'entreprise privée, cette manifestation prend la forme d'une vaste campagne publicitaire et touristique dont l'objectif est, d'une part, de provoquer un regain de l'activité économique durant la saison morte en attirant les touristes, et d'autre part, de promouvoir les intérêts de la ville en faisant davantage connaître à l'étranger son potentiel commercial et industriel.

Sous ses dehors heureux, le carnaval demeure profondément imprégné par les besoins, les aspirations et les antagonismes qui dominent l'histoire de Montréal au XIX^e siècle. Ainsi, au travers les monuments et décorations transparaissent les valeurs culturelles de ceux qui les conçoivent, dans le choix des activités récréatives et mondaines s'impose le caractère bourgeois de la fête alors que dans les diverses formes de tensions s'affirme la complexité des relations entre les différents groupes d'intervenants.

Afin de mieux cerner les caractéristiques sociales, culturelles et économiques du carnaval, le présent texte se propose d'examiner successivement quatre aspects de la manifestation soit ceux liés à son histoire, à ses publics, à ses organisateurs et à ses conflits; ce faisant, nous voulons démontrer que cet événement s'insère dans la dynamique sociale de l'époque et qu'il partage peu de points communs avec la fête véritablement «populaire». C'est donc sous l'angle de l'analyse plus que de la simple évocation que nous abordons ce sujet trop longtemps confiné à la rubrique de la «petite histoire».

...l'histoire s'affirme comme nouvelle en s'annexant de nouveaux objets qui échappaient jusqu'ici à sa prise et demeuraient hors de son territoire.*

Présentation

Jadis confinée au rang de l'histoire anecdotique, l'étude des fêtes et manifestations publiques nous introduit désormais dans un univers social et culturel où s'entrechoquent

* *Faire de l'histoire*, tome I, «Nouveaux problèmes», sous la direction de J. Le Goff et P. Nova, Paris, NRF Gallimard, 1974, p. xii.

les classes sociales, les groupes ethniques ou linguistiques, les associations politiques et économiques. Plus qu'une rupture dans l'écoulement du quotidien, la fête, par ses objectifs, son contenu, sa mise en scène, ses organisateurs et ses publics, devient un véritable microcosme qui prolonge et amplifie les valeurs, aspirations et conflits inhérents à toute société. C'est dans cette perspective que se situe l'étude d'un cas particulier: celui du carnaval de Montréal.¹ Au delà des festivités programmées et des monuments érigés, c'est le substrat social, culturel et économique de cet événement que ce texte tente de cerner en analysant quatre aspects de la fête montréalaise, soit, son histoire, ses publics, son organisation et les conflits qui survinrent à cette occasion.

La présente étude vise deux objectifs: établir si le carnaval est une manifestation de type populaire et voir l'insertion de cet événement dans la dynamique sociale de

l'époque. En effet, parce qu'il se déroule en grande partie sur la place publique et parce qu'il fait appel à la présence de la foule, ce genre de réjouissances prend facilement des airs de fête populaire où les différentes classes de la société sont également conviées. De même, à cause de l'atmosphère de liesse qui l'entoure, il semble évacuer toute forme de tensions, et n'être doté que d'une fonction récréative. L'impression générale d'harmonie sociale et de joie collective émanant d'un tel événement, ne peut être garante de la réalité. Aussi, apparaît-il important de faire ressortir les fonctions économiques, les objectifs touristiques, le caractère bourgeois et les conflits sociaux qui sous-tendent son existence.

I. Historique du carnaval de Montréal²

Le carnaval de Montréal est principalement centré sur les activités sportives et repose sur une organisation, une symbolique et un rituel qui lui sont propres. Évoluant en milieu urbain, industriel, et répondant à des impératifs d'ordre économique, il retient peu d'éléments de la fête carnavalesque traditionnelle, rurale et agraire, dont il tire pourtant son nom. Pour mieux en saisir les traits distinctifs, examinons les motifs qui président à sa création, les caractéristiques de son organisation, les monuments qui le symbolisent et le scénario qu'emprunte le programme des festivités.

1. Origines et objectifs

L'idée d'organiser un carnaval d'hiver qui rassemble pendant une semaine les amateurs de sports et de plein air est formulée en 1882 par un jeune avocat de Montréal, Robert D. McGibbon, membre du Montreal Snow Shoe Club.³ Dès le départ les objectifs sont clairement énoncés: ils sont à la fois récréatifs, touristiques et économiques. En plus de permettre aux clubs et associations sportives de se rencontrer, la fête a pour buts d'activer l'économie de la ville durant la saison morte, en attirant les touristes, et aussi de mieux faire connaître Montréal aux États-unis et dans le reste du Canada. Les clubs sportifs, le conseil municipal, les commerçants, les hôteliers, les compagnies de transport et la plupart des journaux s'entendent pour appuyer le projet puisque, comme l'écrit le *Star*, «It is unnecessary here to justify the founding of any institution which promises to furnish pleasure and relaxation for thousands, to promote international intercourse and to develop business.»⁴ Forte de ces appuis et de l'enthousiasme que soulève cette proposition de fête, l'organisation d'un premier carnaval se met en branle à l'automne 1882.

2. Particularités et difficultés de l'organisation

Il y a en tout cinq grands carnivals de 1883 à 1889. À chaque fois, les préparatifs suivent un scénario assez semblable. Vers la fin de septembre, les premières

réunions ont lieu. Les organisateurs discutent en priorité du financement des festivités. Ce problème épineux en partie réglé, les comités s'occupent de l'érection des monuments et de la conception du programme.

Profitant d'une campagne publicitaire assurée par les journaux tant montréalais qu'américains, les premiers carnivals de 1883 et de 1884 connaissent un succès retentissant. C'est par milliers que les touristes visitent Montréal et les retombées économiques atteignent des sommes considérables.⁵

L'expérience est répétée en janvier 1885. Un élément nouveau fait alors son apparition: l'intégration des quartiers de l'est de Montréal. En effet, la fête, qui jusque-là était conçue par des groupes anglophones et donc se limitait au centre-ouest de la ville, voit la formation de comités composés essentiellement de francophones voués à la planification d'un programme pour la partie est de la ville. Par le fait même, le carnaval, en plus de ces centres habituels (le carré Dominion et le parc du Mont-Royal) englobe dorénavant les rues et places des quartiers français, telle la place d'Armes, le Champ-de-Mars ou la rue Saint-Denis. Cependant, malgré les efforts déployés, le tout connaît un succès relatif, les visiteurs se faisant moins nombreux.⁶ Un temps d'arrêt se fait sentir chez les organisateurs, et, prétextant l'urgence de la situation provoquée par l'épidémie de variole qui sévit durant l'été 1885, ils décident de reporter d'un an la tenue du prochain festival des sports d'hiver.

À partir de ce moment la fête se confronte à des difficultés croissantes. La situation se détériore progressivement. Au fréquent problème de financement, s'ajoutent la lassitude provoquée par un programme peu renouvelé et la concurrence menée par d'autres villes qui tiennent à leur tour des réjouissances fort semblables.⁷ Si on réussit à vaincre ces obstacles en 1887, l'année suivante se passe sans carnaval, et 1889, dans la splendeur de son palais de glace, vient clore la série des grandes fêtes d'hiver montréalaises.

Les difficultés de financement, le coût croissant de la manifestation, les problèmes internes d'organisation, le manque de collaboration des souscripteurs et enfin la routine dans laquelle s'enlise le programme constituent les principaux facteurs qui amenèrent l'abandon du carnaval. Difficilement rentable pour ses organisateurs qui l'ont pensé en fonction des touristes et des clubs sportifs, cet événement disparaît du champ des divertissements montréalais et laisse, tout compte fait, peu de traces dans les habitudes culturelles de la population. Certes, à l'occasion, un club ou une association quelconque annonce un «carnaval», mais, le plus souvent réservées à un groupe d'individus, ces activités ne durent que le temps d'une journée et n'ont aucunement l'envergure et le faste d'antan.



FIGURE 1. «Le palais de glace érigé pour le premier carnaval de Montréal en 1883.» Conçu le plus souvent par l'architecte A.C. Hutchison, le palais est principalement fait de glace. Symbole par excellence des festivités, il se veut à l'image du modernisme des années 1880 et s'éclaire au moyen de la lumière électrique. Le caractère sensationnel de cette combinaison glace-électricité incite plusieurs artistes à le représenter la nuit.

Source : *L'Opinion publique*, janvier 1883.

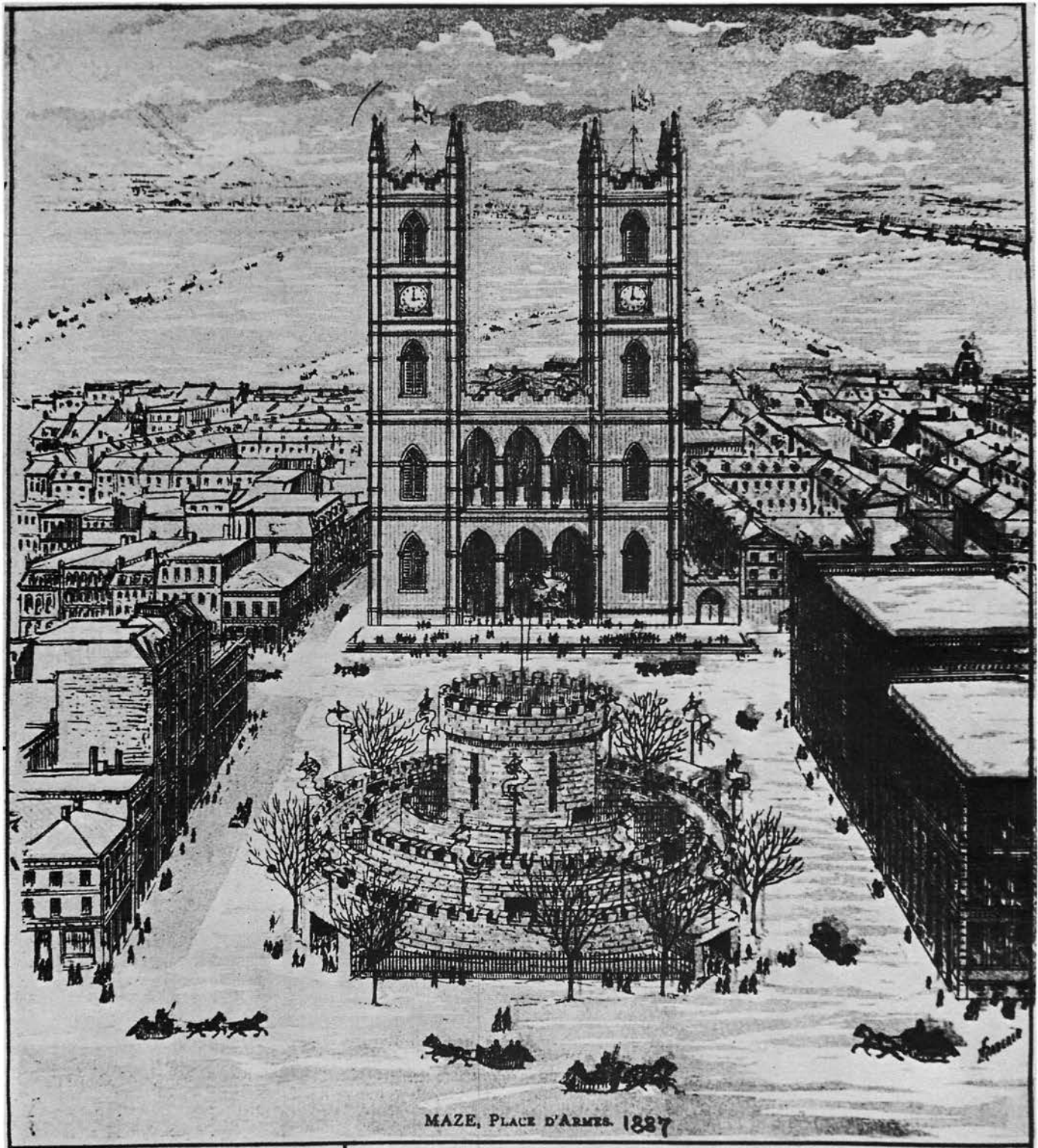


FIGURE 2. «Le labyrinthe de glace aménagé sur la place d'Armes en 1887.» Copie réduite du *maze* de Hampton Court près de Londres, le labyrinthe du carnaval se compose d'un bastion central et de quatre enceintes concentriques percées de quatre ouvertures. À l'intérieur, un dédale long de six cents pieds conduit au cœur de la tour. Afin de rassurer les visiteurs, des guides sont postés en différents endroits du corridor et il est ainsi assez facile de regagner l'extérieur.

Source : *Witness Carnival Number*, février 1887.

3. Les monuments, symboles et références culturelles

C'est dans la glace principalement que s'inscrivent les symboles du carnaval. Le palais de glace, construit à chaque année sur le carré Dominion, le lion géant de la place d'Armes et le *Condora* du Champ-de-Mars, tous deux érigés en 1885, ou encore le *Maze*, sorte de labyrinthe de glace, aménagé sur la place d'Armes en 1887, sont les supports par excellence des symboles de la fête. Visibles et accessibles à tous, à toute heure du jour, ces monuments deviennent le lieu privilégié où se gravent les références culturelles de la société montréalaise d'alors. Leurs formes, leurs décorations et même leur appellation sont les signes tangibles d'une culture qui, par le moyen de la fête et des espaces publics, cherche à s'imposer.

À l'analyse, deux catégories de références composent la symbolique: d'une part, une série de signes reliés de façon plus ou moins explicite à l'histoire et à la culture britannique, et, d'autre part, des symboles mettant en relief la spécificité de la culture canadienne.

Le palais de glace, sur le plan architectural, met à contribution le patrimoine britannique: ainsi, par exemple, en 1887, la tour sud-ouest de l'édifice reproduit le donjon du château de Windsor, et, la même année, les tours principales portent les noms de Victoria, Dufferin, Lorne et Lansdowne en hommage à la reine et à ses trois derniers représentants en terre canadienne.

Le palais n'est pas toutefois l'unique support de ces signes où la dimension britannique de la culture officielle canadienne transparait; le labyrinthe s'inspire d'un concept paysagiste propre aux jardins anglais de la fin du XVII^e siècle. Le *Condora*, reproduisant un temple bouddhiste indien, renvoie, par l'exotisme de ses formes, à la grandeur et à la puissance de l'Empire. Le lion, thème dominant des armoiries de la Grande-Bretagne, rappelle, par sa posture, les quatre félins de la colonne de Trafalgar. Et la liste s'allonge encore puisque emblèmes royaux, photographies et statues de la reine, drapeaux et fanions aux couleurs de l'Empire, figurent régulièrement dans le décor des fêtes.

À cette première catégorie se greffe une seconde série de signes qui mettent l'accent sur les traits particuliers du Canada et de sa population. La glace, les conifères et les différents équipements sportifs occupent à cet égard une place de choix. La glace est de loin le thème dominant. Palais, monuments, statues, patinoires et glissoires la mettent à tout moment en évidence. Même des activités proprement estivales, comme une démonstration en vélocipède ou une joute de crosse, s'effectuent sur la glace. Aussi caractéristiques du Canada, les conifères figurent également dans les décors. On les retrouve sur le toit d'un palais, sur les parois d'une glissoire ou d'un arc monumen-

tal, sur le fleuve où ils balisent un boulevard de glace tracé entre l'île Sainte-Hélène et la place Jacques-Cartier. Ces deux éléments naturels servent à souligner les particularités du climat canadien et l'originalité des traditions qui en découlent. Par leur intermédiaire, c'est tout le nationalisme canadien qui s'affirme. La «canadianité» se concrétise encore dans la tenue vestimentaire de plusieurs clubs de raquettes et de toboggans. Leur costume qui se compose d'un manteau de lainage, retenu à la taille par une ceinture fléchée, et se complète d'une tuque et de mitaines, rappelle l'habillement traditionnel «typique» du Canadien coureur des bois. Mentionnons également les raquettes et traînes sauvages, présentes dans nombre d'activités.

On peut donc voir que c'est principalement au niveau des signifiants, c'est-à-dire de la matière, qu'opèrent les références à la notion de «canadianité». Ayant une histoire trop récente, et, ne possédant pas d'architecture ou de monuments qui lui soient propres, c'est à même la nature que la culture canadienne puise son identité. Deuxièmement, c'est au niveau des signifiés, c'est-à-dire des formes et de leurs significations, qu'agissent les références à la culture et à l'histoire anglaise; le labyrinthe, le *Condora*, le lion et le palais s'inscrivent ici dans un paradigme architectural britannique. Enfin, troisièmement, investis de ce double niveau référentiel, les monuments publics du carnaval sont plus que de simples éléments décoratifs; ils sont en réalité des véhicules idéologiques qui, par la moyen des formes et des matériaux, diffusent le discours dominant de l'époque. Ainsi, l'importance d'ériger des monuments sur des places accessibles au grand public, et, l'ampleur du rôle idéologique joué par ces structures se comprennent mieux.

4. Un programme «type»

Une telle manifestation doit s'appuyer sur une organisation minutieuse. Dans le cadre du carnaval, la constitution préalable de comités responsables du programme nous en fournit un exemple. Ici, chaque élément de la fête, chaque événement, est préparé et orchestré longtemps à l'avance.

Deux groupes d'activités composent le programme «type»: d'une part, celles qui, comme le patinage, la glissade ou les rencontres sportives, s'échelonnent sur toute la semaine, et, d'autre part, celles à caractère plus occasionnel qui se produisent une ou plusieurs fois durant la semaine comme l'attaque simulée du palais, les marches aux flambeaux, le bal, les banquets et les mascarades.

Une autre répartition peut aussi se faire; plus significative que la première, elle repose sur le caractère plus ou moins public, dans certains cas populaires, de ces activités. Par exemple, l'attaque simulée du palais se distin-

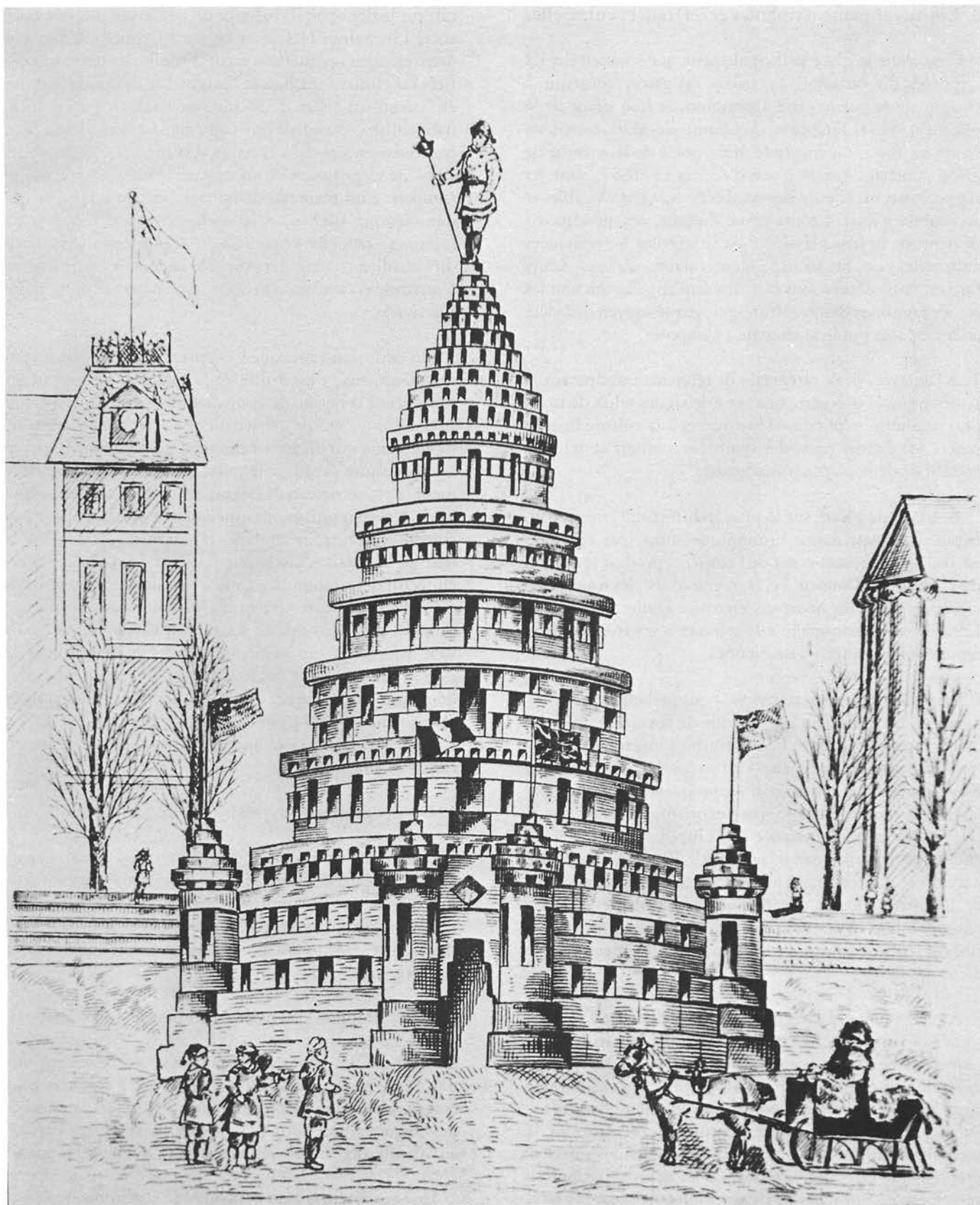


FIGURE 3. «Le Condora construit sur le Champ-de-Mars en 1885». Cette étrange structure s'inspire d'une pagode bouddhiste de la vallée du Gange. Entièrement de glace, ce cône gigantesque, étagé en sept paliers, est bordé de huit tourelles. À son sommet une statue revêtue du costume du club de raquetteurs «Le Trappeur» éclaire le ciel d'un flambeau électrique.

Source : *Le Monde Illustré*, janvier 1885.

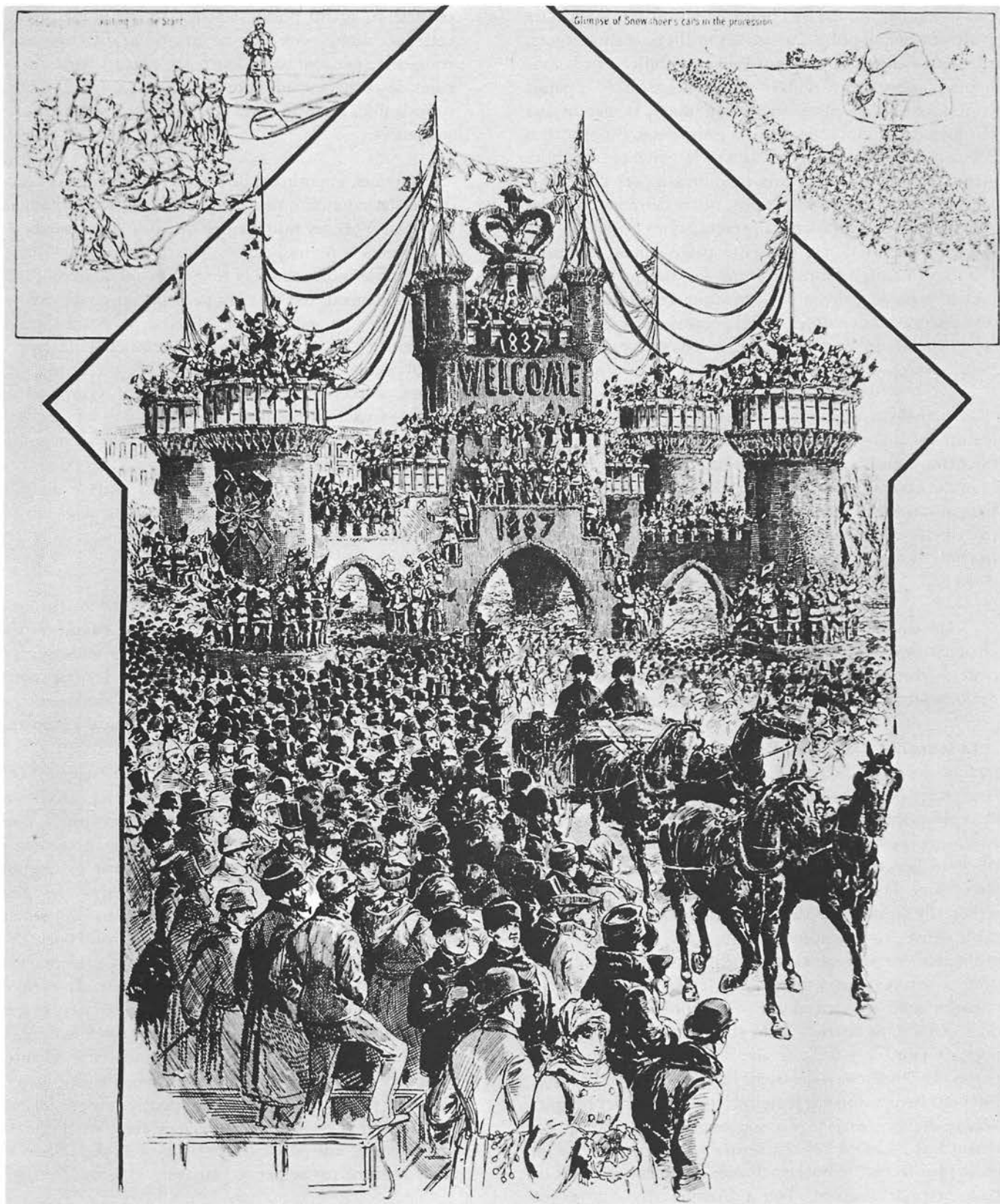


FIGURE 4. «L'arc monumental du carnaval, dressé, en 1887, à l'angle des rues Saint-Jacques et McGill.» Érigé en l'honneur du gouverneur général, cet arc, également nommé «arc vivant» parce qu'il peut accueillir plus de deux cents raquetteurs sur ses différents gradins, se pare aux couleurs de la fête: des raquettes, hockeys, traînes sauvages, branches de conifère et emblèmes royaux composent généralement sa décoration et en font un véritable porte-symboles du carnaval montréalais.

Source : *The Montreal Daily Star, Carnival Number*, février 1887.

gue nettement du bal de l'hôtel Windsor. L'une, ouverte gratuitement au public, attire des milliers de spectateurs, alors que l'autre, impliquant l'achat de billets, ne convie qu'un nombre limité d'invités. Cet antagonisme apparaît parfois au sein d'une manifestation; ainsi, la marche aux flambeaux des raquetteurs ou la promenade du Montreal Tandem Club conjuguent à la fois le privé et le public. Accessibles uniquement aux membres de ces clubs et à leurs invités, ces démonstrations, qui se déroulent dans les rues de la ville, supposent la présence d'un public dont la fonction essentielle est d'assister passivement au défilé. D'autres manifestations, comme les banquets, ont un caractère privé indéniable, alors que certaines activités organisées par ces mêmes clubs, pensons au patinage ou à la glissade, peuvent être considérées comme semi-publiques.

Principalement encadré par les clubs sportifs de la ville, le carnaval laisse donc peu de place aux événements véritablement populaires. À l'occasion, le comité du programme voit à l'installation de glissoires publiques ou à l'organisation de promenades-parades ouvertes à tous, mais dans l'ensemble, la fête garde un aspect très sélectif et le choix des activités programmées confirme cette tendance.

Les différents événements ne se produisant pas, à chaque année, au même endroit ni au même moment, l'on peut, à partir des programmes publiés, établir un programme «type»; en voici les grandes lignes.

La semaine de carnaval se tient soit à la fin de janvier, soit au début de février. Elle débute généralement par l'ouverture des glissoires publiques et privées; là, en plus de la glissade habituelle, ont lieu des courses et mascarades en traînes sauvages, et, sous le crépitement des feux d'artifice, les pentes sont éclairées, le soir, à l'aide de lumières électriques. Les patinoires extérieures, aménagées sur les terrains de l'université McGill, sur les places publiques ou sur le fleuve, commencent elles aussi leurs activités. C'est ordinairement durant cette journée que le gouverneur général arrive pour assister aux fêtes. Cet événement s'accompagne souvent d'une réception officielle suivie d'un défilé dans les rues de la ville. Au crépuscule de ce premier jour, le palais, éclairé à l'électricité, ouvre ses portes. Le lendemain, débutent les rencontres de curling. Elles ont lieu parfois sur le fleuve, parfois dans les hangars à farine du port, mais le plus souvent dans les salles appartenant aux clubs. À ces rencontres s'ajoutent celles d'un sport plus récent: le hockey. Parmi les autres activités de cette seconde journée, l'on remarque des courses en raquettes et des mascarades sur patins.

Tout au long de la semaine les promenades en traîneaux, réservées aux membres d'une association ou d'un club, se succèdent, et, parfois même, une promenade

ouverte au grand public est inscrite au programme. À cette occasion, ceux qui ne possèdent ni chevaux, ni traîneaux, peuvent alors louer une place à bord des voitures de cochers et prendre ainsi part au défilé. Enfin, à tour de rôle, les différentes structures et monuments sont inaugurés.

Toutefois, l'apothéose de cette fête demeure sans aucun doute l'attaque simulée du palais de glace; en voici le scénario. Vers les huit heures du soir, des centaines de raquetteurs se regroupent sur le carré Dominion. Descendant en file indienne de la montagne ou arrivant de leur quartier général, ils prennent position autour du palais. À l'intérieur une garnison de défense se poste dans les différentes tours. Les portes de l'enceinte se ferment et au signal donné, les raquetteurs, munis de pièces pyrotechniques, se ruent sur les murs de l'édifice. C'est sous une pluie de feux d'artifice que l'attaque déploie ses stratégies. Après trois quarts d'heure, les assiégés capitulent comme le prévoit la mise en scène, et, à nouveau, les portes de la forteresse sont ouvertes au public. La capture du palais accomplie, les raquetteurs reforment leurs rangs et, dans un semblant d'ordre militaire, entreprennent la marche aux flambeaux vers le mont Royal.

Le vendredi, les diverses courses et compétitions se poursuivent, et, en soirée, a lieu le grand bal du carnaval donné à l'hôtel Windsor. Le samedi, les activités sportives prennent fin avec la remise des trophées. Le jour tombé, un dernier feu d'artifice illumine le carré Dominion et son palais. Ainsi se clôture la semaine de carnaval à Montréal.

De cette description du programme «type», trois constatations s'imposent. Premièrement, les activités récréatives sont presque exclusivement sportives, ce qui laisse supposer qu'elles s'adressent à ceux qui possèdent les équipements nécessaires pour les pratiquer et qui sont membres de clubs sportifs. Deuxièmement, les principales manifestations se déroulent dans un secteur spécifique de l'espace urbain montréalais, soit l'ouest de la ville qui se caractérise par une population anglophone et par une fonction commerciale et financière. Le carnaval passe presque inaperçu dans les quartiers ouvriers et francophones de la ville. Enfin, troisièmement, l'horaire des activités est conçu surtout en fonction d'une clientèle composée de touristes pour qui il est possible de consacrer plusieurs jours à se divertir. Sauf peut-être pour les activités du soir et de la demi-journée de congé civil décrétée par le maire, une partie importante de la population n'a pas le loisir de participer au carnaval.

Ces quelques observations nous amènent à conclure que cette fête, par le choix de ses activités et par l'organisation de son horaire, est d'abord une manifestation «élitiste» qui, parce qu'elle se produit sur la place publique, finit par prendre un aspect populaire.

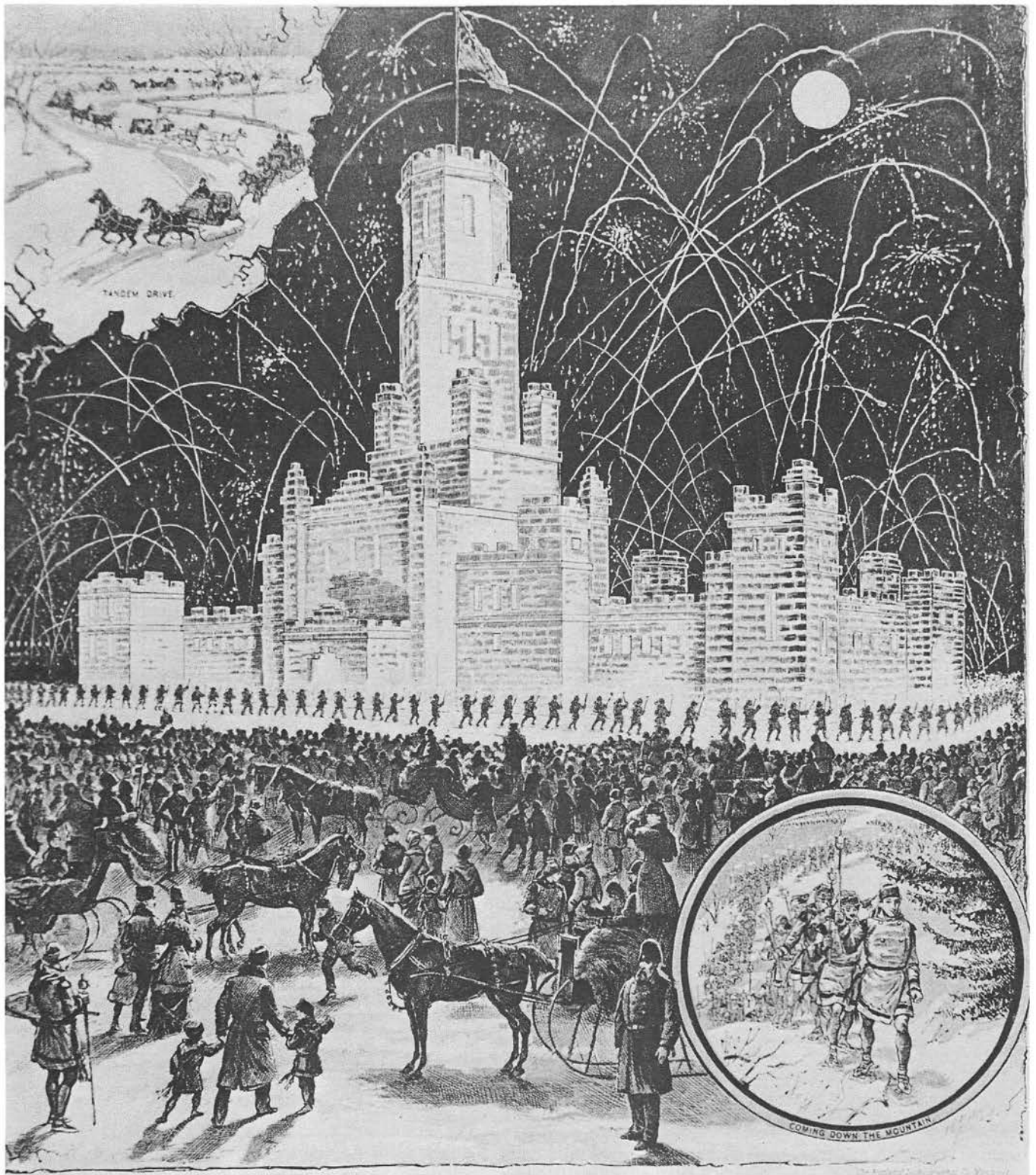


FIGURE 5. «L'attaque simulée du palais, la nuit du février 1884.» L'attraction principale de la semaine demeure l'attaque simulée du palais. Une foule dense, retenue par des cordons de sécurité, s'entasse sur le carré Dominion pour assister à un spectacle unique en son genre. Pendant près d'une heure, sous le bruit crépitant des pièces pyrotechniques, des centaines de raquetteurs, assaillants et assiégés, se livrent un combat ardent qui se termine toujours par la victoire des assaillants.
Source : *Montreal Daily Star, Carnival Number, février 1884.*



FIGURE 6. «Le bal du carnaval donné à l'hôtel Windsor.» Le bal du Windsor s'adresse à un nombre limité d'invités qui déboursent alors entre 6\$ et 10\$ pour accéder au plancher de danse. Dignitaires étrangers, riches Américains et notables canadiens s'y donnent rendez-vous. Par le faste et la richesse déployés, cette soirée figure parmi les plus somptueuses réunions mondaines tenues à Montréal durant la saison d'hiver.

Source : *Canadian Illustrated News*, février 1883.

II. Les publics

La réussite d'une telle entreprise implique nécessairement la présence du public qui dans sa fonction de spectateur ou de participant, engloutit dans l'économie locale des sommes d'argent considérables. «Pas de foule» écrit *La Minerve*, «pas de carnaval».⁸ C'est juste, et ses responsables en sont fort conscients. Mais quel public choisir? Une foule immense, bigarrée, où se compteraient autant de femmes que d'hommes, autant de vieillards que de jeunes, autant de pauvres que de riches, autant de francophones que d'anglophones, et autant d'étrangers que de Montréalais, ou, au contraire, un public plus restreint, minutieusement sélectionné en raison de son pouvoir d'achat? En fait, ce sont ces deux types de public que l'on fait intervenir; l'un et l'autre figurent à des moments précis de la manifestation, mais avec une fréquence variable.

1. Sa composition

De prime abord, le public semble des plus disparates. Tel que dépeint par les journaux, le carnaval revêt facilement un caractère populaire; l'image générale qui se dégage des descriptions et représentations illustrées de la foule peut laisser penser que toutes les couches de la population participent également à la fête. C'est une image qui doit cependant être nuancée. En plus de se produire en semaine, les activités se déroulent ailleurs que dans les zones peuplées habitées par les familles ouvrières et impliquent souvent des dépenses qui les placent hors de portée du budget de la classe laborieuse.

Certes, le carnaval doit faire appel au grand public; dans ce but, et à la demande des organisateurs, la corporation municipale décrète pour le jour de gala, où sont prévues à la fois la promenade des citoyens et l'attaque du palais, une demi-journée de congé. Bien qu'il soit presque impossible de savoir dans quelle mesure les employeurs respectent cette consigne, ni de vérifier dans quelle proportion les employés profitent de ce congé pour vaquer à d'autres occupations ou simplement se reposer, l'on peut supposer que cet après-midi là, le centre-ville bourdonne d'une activité fébrile et qu'il prend assurément des airs de fête populaire. C'est fort probablement à ce moment précis de la semaine que la foule est la plus hétéroclite. Cette situation est cependant momentanée. On peut y voir une manifestation du besoin conscient ou non que ressent toute instance dirigeante d'user de ce genre d'activité pour imposer, sous le mode des réjouissances publiques, les valeurs et l'ordre social qu'elle entend maintenir. Ce n'est donc pas par hasard que l'on choisit la journée de la promenade des citoyens pour donner congé aux travailleurs. Cette promenade qui ordonne son cortège selon l'importance et la richesse des promeneurs, qui assigne des places en fonction du statut de chacun, devient un instrument

idéologique concrétisant la hiérarchie sociale montréalaise. Une fois cette tâche pédagogique accomplie, la présence d'une foule innombrable, socialement disparate, se fait moins sentir. Après ce bref congé, les travailleurs regagnent les usines, les ateliers, les manufactures de la ville. Pour la fraction d'entre eux qui a profité de ce moment de répit pour se divertir, le carnaval est terminé; seul au hasard de leurs déplacements auront-ils l'occasion de constater que pour d'autres, la fête continue de plus belle.

L'inégalité des classes sociales face à la fête constitue l'un des traits dominants de cet événement. Les quelques tentatives pour le rendre plus accessible, comme la demi-journée de congé ou l'aménagement de glissoires publiques,⁹ ne peuvent à elles seules lui insuffler un caractère populaire. Quand ils ne sont pas simplement exclus, les Montréalais, ouvriers, voire même petits bourgeois, sont le plus souvent confinés au statut de spectateurs passifs conviés pour assister et applaudir au cortège des élites et des riches invités. Aussi, lorsque l'on s'éloigne des places et rues pour pénétrer dans l'intimité des réunions mondaines, récréatives ou sportives, la pluralité fait place à la presque uniformité sociale. De la fête apparemment populaire, l'on passe sans encombre à la manifestation élitiste. Cette situation atteint son point culminant lors des réceptions officielles, des banquets de clubs ou des cérémonies organisées par les autorités municipales.

La diversité de la foule, devenue beaucoup moins nombreuse, se fonde désormais sur des différences d'âge, de sexe et de nationalité. Les touristes constituent alors l'une des composantes majeures du public;¹⁰ venus à Montréal dans le but précis de s'amuser, ils sont de toutes les distractions.

Autre particularité du public, tant touriste que montréalais, la présence non négligeable des femmes. Profitant peut-être d'une libéralisation des mœurs, les femmes, grâce également à l'apparition d'un discours valorisant l'exercice physique, prennent une part active à certains divertissements. Elles n'y sont pas présentes uniquement à titre de spectatrices, mais aussi en tant que participantes; ainsi, on les retrouve nombreuses aux mascarades et tournois sur patins. Seules, entre elles, ou accompagnées de confrères sportifs, elles font bonne figure sur les pentes d'une glissoire ou lors des longues randonnées en raquettes. D'ailleurs plusieurs articles évoquent, avec un ton parfois mêlé de paternalisme, les charmes d'une promenade galante en raquettes:

Besides the foot of feminine gender looks it prettiest in a well-fitting moccasin. It is more attractive, and in tying on the snowshoe the thongs pass over the arched instep and around the neat ankle; and the strings get loose so often, and the shoe

comes off at the fences. Thus the gallantry of the stern escort is called forth very often. In this kind of snowshoe tramp, needless to say, they do not walk in Indian file, they saunter along two by two, and very often continue to do so through their afterlife. How many romances of the snowshoe could be written were the secrets of such social tramps to become known!¹¹

ou les agréments d'une glissade faite en bonne compagnie:

And what more picturesque sight on a bright afternoon or a moonlight evening than the processional files of Canada's sons and daughters, [...], as they go laughing up the hill or artificial steps. How pretty the Winter costumes! What a transformation from the dun and drab dresses of the men of business, to the truly national Canadian rig of blanket and tuque! What a spontaneous flow of soul and hearty confidence as the girls seat themselves on the thin sled and trust their necks to the steerer.¹²

En dehors de la glissade, du patinage, de la raquette, des promenades en traîneaux et des nombreuses mondanités, la présence des femmes conserve un caractère passif. Avec d'autres catégories de public, elles partagent le statut limité de «spectateur». Toutefois, à leur égard, deux autres observations sont à formuler. À la différence de leurs confrères, elles sont complètement exclues des préparatifs, aucun nom de femmes n'apparaissant sur les listes des comités. En outre, seule une fraction de la population féminine peut s'adonner au plaisir des exercices physiques; leur présence sur la scène du carnaval doit alors s'interpréter moins en fonction de leur sexe, qu'en rapport avec leur situation sociale.

Enfin, cette nomenclature du public serait incomplète si l'on ne signalait la participation de Canadiens français qui, à partir de 1885, se fait de plus en plus remarquer. Or, il en va de ce dernier groupe comme des précédents; obéissant aux mêmes impératifs économiques et sociaux, c'est au sein de la fraction aisée que se recrutent les participants, qui, à l'instar des bourgeois anglo-saxons montréalais et américains, profitent de ces jours gras.

Pour le reste de la population, principalement composée de travailleurs, pour les «gagne-petit»¹³ Canadiens français des quartiers Saint-Jacques, Sainte-Marie, Hochelaga, pour les Irlandais de la Pointe-Saint-Charles et les Canadiens anglais de Sainte-Anne et du sud de Saint-Antoine, le carnaval est presque ignoré.

Parmi les facteurs qui déterminent le caractère peu populaire de cette fête, il y a donc de toute évidence le facteur économique. À la question «qui participe au carnaval?» il y a la réponse «ceux qui disposent de temps et d'argent pour se divertir»; et de l'argent il en faut pour être en mesure d'assister ou participer aux activités proposées. Il faut acheter des billets pour accéder aux glis-

soires et aux patinoires de clubs, pour prendre part au bal et aux banquets. De plus, il faut acheter des équipements (patins, raquettes, traînes sauvages, toboggans ...) et des vêtements appropriés. En plus, pour les touristes s'ajoutent le transport par train, l'hébergement dans un hôtel et les repas dans les restaurants. Or, par rapport au pouvoir d'achat de la classe ouvrière toutes ces dépenses sont trop élevées.¹⁴ Quand on pense qu'entre 75% et 80% du salaire passe à l'alimentation et au logement et que la différence est absorbée par des dépenses essentielles comme le chauffage, les vêtements, les médicaments et les taxes, il reste très peu, sinon pas du tout, d'argent pour l'achat d'équipements sportifs. Bien sûr, il est toujours possible de fabriquer des raquettes ou une traîne sauvage, mais pour pouvoir participer à ces activités dans le cadre du carnaval, il faut aussi se procurer des billets.

Ainsi resitué par rapport au pouvoir d'achat de la classe ouvrière, le carnaval en général et ses activités sportives en particulier¹⁵ s'avèrent hors de portée du budget moyen d'un travailleur. Conséquemment, c'est vers des formes de divertissement moins dispendieuses¹⁶ qu'il orientera son temps libre, si minime soit-il, ne retenant du carnaval que les divertissements qui impliquent le moins de frais possibles.

Dans ces circonstances, il est difficile de considérer comme «populaire» un événement qui même s'il fait intervenir à l'occasion l'ensemble de la population, oriente ses activités vers les couches économiquement privilégiées. Aussi, le carnaval de Montréal est-il loin de ressembler à cette fête utopique, libre de toutes contraintes, où l'ensemble de la collectivité pourrait se livrer sans mesure au plaisir des jeux et des amusements; au contraire, en tout point planifié, il détermine le temps et le lieu des activités sélectionnées et décide de la composition des publics en fonction des objectifs mercantiles qu'il s'est à l'origine fixés.

III. Les organisateurs

Une fête s'appuyant sur la participation de la foule suppose la présence d'agents organisateurs qui, à des degrés divers, sont responsables de la conception, de la planification et de la réalisation du scénario auquel est soumis le public. Faire l'histoire du carnaval implique donc nécessairement que l'on s'attarde à l'aspect structurel de son organisation.

1. Structure et fonctionnement

L'organisation se divise en comités et sous-comités. Un comité général regroupe tous les membres. Un comité exécutif, doté de pouvoirs décisionnels, coordonne l'ensemble de la structure. Lié à ce dernier, un comité des finances administre et redistribue l'argent recueilli par voie de souscription. Avec l'exécutif, les finances jouent

un rôle prépondérant dans l'organisation. Puis viennent les comités responsables de chacune des activités récréatives. À cela se greffe une série de comités complémentaires responsables des services, des relations publiques, des publications, des constructions et de la souscription. La plupart de ces comités se subdivisent en sous-comités; leur nombre varie selon l'importance accordée à une activité.

Au delà de cent personnes travaillent, encadrées de la sorte, à l'organisation des festivités. Les tâches étant multiples et les sous-comités nombreux, il est fréquent qu'une personne occupe plus d'un poste dans cette structure.

Une pareille entreprise, axée sur le travail bénévole, où l'initiative et l'efficacité sont essentielles, recrute quelle catégorie de citoyens? Qui trouve intérêt à figurer parmi les membres des comités? Un examen de la composition de cette organisation, tout en permettant d'identifier les principaux membres, fournit l'occasion de mieux les situer socialement.

2. Composition de l'organisation

a) Les particuliers

Parlant de l'enthousiasme qu'avait soulevé l'idée du carnaval, le *Canadian Illustrated News* écrit au sujet de la composition de l'organisation:

All classes of the population have taken a hand in it. Besides the more youthful clubmen, who naturally led the van, men of all ages and of every walk in life gave their warm co-operation. The daily and nightly meetings of committees, at the Windsor Hotel, or at the central rooms under the Exchange Bank, were attended by lawyers, physicians, professors, journalists, merchants, and men of wealthy leisure.¹⁷

Sauf quelques exceptions, c'est surtout au sein de la bourgeoisie locale que se recrutent les responsables. La composition du comité exécutif en est une preuve, ses membres provenant en effet de différents secteurs de la vie économique montréalaise. Parmi ces têtes de file du carnaval, se reconnaissent les noms de William George Beers dentiste, Richard D. McGibbon avocat, Hugh Graham propriétaire du *Star*, George Iles gérant de l'hôtel Windsor, George Prowse manufacturier, Robert Reid sculpteur, Angus Grant de la compagnie Great North Western Telegraph, Israel-A. Beauvais commerçant, James Stephenson du Grand Tronc, ou encore celui de F.C. Henshaw vice-consul pour l'Uruguay, le Pérou, le Chili et l'Argentine. À ces premiers noms s'ajoutent ceux des frères Hugh et Andrew Allan, A. Baumgarten de la raffinerie de sucre St. Lawrence, Louis Beaubien député provincial d'Hochelega, Jean-Louis Beaudry et Henri Beaugrand successivement maires de Montréal durant la

décennie 1880, T.V.R. Brown gérant de la compagnie Goodyear Rubber, Kenneth Campbell pharmacien-grossiste, Adam Darling importateur, D.H. Henderson marchand de bois de construction, A.C. Hutchison architecte, William H. Reed de la compagnie Pullman, Donald Smith futur Lord Strathcona, A.W. Stevenson comptable, et plusieurs autres encore qui, en tant que membres des différents comités, s'impliquent activement dans la réalisation des fêtes.¹⁸

L'organisation ne se limite pas aux seuls individus, et, des organismes, tant privés que publics, interviennent à leur tour; les clubs sportifs et l'administration municipale jouent ici un rôle déterminant.

b) Les clubs sportifs

L'importance des clubs est majeure et les journaux leur attribuent en grande partie les succès remportés par la fête. Au nombre des associations sportives¹⁹ à participer au carnaval, mentionnons, pour la raquette, les clubs Montreal, Argyle, Emerald, St. George, Saint-Charles, Le Canadien et Le Trappeur; pour le curling, les clubs Montreal Caledonian, Montreal et Thistle; pour la glissade, les clubs Tuque Bleue, Park, Montreal, Lansdowne et Le Trappeur; pour le patinage, le Victoria; pour les promenades en traîneaux, le Montreal Tandem Club, et pour le hockey, les clubs Montreal et Victoria. Ces différents clubs participent de plusieurs façons à l'organisation: ils conçoivent et réalisent une partie des programmes, ils souscrivent de l'argent et surtout ils fournissent un nombre important d'organisateurs. C'est donc à plus d'un titre que la manifestation leur est redevable: sans leur accord, le projet d'une semaine sportive resterait lettre morte, sans leurs membres, l'organisation ne pourrait se constituer, enfin, sans leur argent et leur encadrement, maintes activités ne se seraient jamais concrétisées. Aussi, leur impact sur l'orientation générale des festivités est-elle décisive. En retour, les résultats du carnaval leur sont bénéfiques puisqu'ils enregistrent, dans l'ensemble, un accroissement marqué de leurs effectifs.

c) L'administration municipale

Les activités carnavalesques ayant lieu souvent sur des places publiques, il faut également avoir recours aux services des autorités municipales. Le rôle de la ville est alors celui d'un collaborateur. Elle n'a pas à concevoir des activités, mais à les rendre possibles soit en fournissant du personnel, des services et du financement, soit encore en leur donnant un caractère «officiel». À ce titre, le maire est tout spécialement sollicité; sa présence est à ce point importante qu'il est généralement nommé d'office membre organisateur. Quant aux échevins, leur assistance n'est pas réclamée de la même façon: c'est davantage en fonction de leur initiative, motivée par leurs intérêts personnels ou ceux de leur quartier, que les édiles s'engagent

dans cette entreprise et presque tous les quartiers sont représentés.

d) Les agents économiques

Ce dernier groupe d'intervenants se compose d'une variété d'entreprises dans le commerce, l'hôtellerie, les communications, les transports et la fabrication.²⁰ Leur participation se caractérise surtout par un appui financier. Du reste, nombre d'entre elles limitent leurs efforts à la souscription; parmi celles-là, on remarque les compagnies Henry Morgan, Bodega Wine et Canadian News. Quelques agents par contre poussent plus loin leur implication, la compagnie Bell Telephone, par exemple, aménage une salle de presse pour les journalistes étrangers et fournit à l'organisation tous les appareils nécessaires; d'autres entreprises sont même à l'origine d'attractions spéciales: ainsi la compagnie Johnston Fluid Beef, après avoir obtenu la permission de vendre son bouillon sur les places publiques, fait construire des huttes de glace sur les différents sites de rassemblement. Dans cette catégorie d'agents, deux types s'imposent tout particulièrement par l'importance de leur rôle économique: il s'agit des compagnies de chemins de fer et des hôtels.

Directement concernées par la vocation touristique des fêtes, les compagnies ferroviaires canadiennes Grand Tronc, Canadien Pacifique et Canada Atlantic, et américaines Delaware and Hudson, Central Vermont et South Eastern participent pleinement à leur réalisation. De même, les hôtels Windsor, Albion, St. Lawrence, Canada et Richelieu emboîtent le pas. Soucieux de plaire à leur clientèle, ils multiplient leurs services. Les compagnies préparent des horaires spéciaux, augmentent le nombre de wagons par convoi et réduisent leurs tarifs. Les hôtels emploient des surnuméraires, engagent des détectives et fournissent des locaux aux comités. Leurs bureaux respectifs servent souvent de centre d'information où brochures, cartes, billets et programmes sont disponibles. Leur présence se fait également sentir au sein de la structure d'organisation où plusieurs de leurs administrateurs siègent, à titre personnel ou en tant que délégué, à l'un ou l'autre des comités. Par exemple, du Grand Tronc proviennent les Joseph Hickson, James Stephens et William Wainwright, du Canadien Pacifique les Archer Baker et George Stephens, du South Eastern les A.B. Chaffee père et fils, de l'hôtel Windsor les George W. Swert et George Iles, de l'Albion L.H. Stearn, du St. Lawrence Hall Henry Hogan et du Richelieu Isidore Durocher. Toutefois, leur ultime apport demeure sans contredit leurs souscriptions; celles-ci se chiffrent entre 25\$ et 250\$ pour les compagnies ferroviaires, entre 10\$ et 500\$ pour la plupart des hôtels, et varient entre 500\$ et 2 000\$ pour le Windsor.²¹ Comme ces entreprises disposent d'un capital appréciable et qu'elles profitent largement des retombées économiques du festival, elles sont particulièrement invitées à souscrire. Par l'intermédiaire de leurs personnels

et de leurs contributions, les hôtels et compagnies jouent donc un rôle notable dans l'orientation des fêtes. C'est à ce double niveau que se situe l'importance de leur position dans la structure d'organisation.

Le carnaval repose donc sur une organisation relativement bien structurée, composée de comités et de sous-comités. Ceux-ci recrutent leurs membres dans les différentes sphères de la vie publique, économique et sportive de la ville. Dans l'ensemble, les membres, par leurs diverses occupations professionnelles et sociales, sont en étroite relation avec le capital, la production et le pouvoir, et, par conséquent, sont partie intégrante de la bourgeoisie montréalaise. De façon plus ou moins directe, chacun d'entre eux tire profit de son implication dans les préparatifs: certains s'y font connaître ou font la promotion de leur entreprise, d'autres réussissent à obtenir des contrats, d'autres encore se font du capital politique. Les gens d'affaires encaissent les bénéfices importants, les clubs sportifs augmentent leurs effectifs, enfin, la ville, en plus de profiter d'un certain regain économique, parvient davantage à imposer à l'extérieur de la province, l'image d'une cité commerciale et industrielle, prospère et dynamique.

Toutes ces considérations sur la composition du personnel organisateur mettent en lumière les enjeux économiques qui motivent le programme et incitent une partie de la bourgeoisie locale à prendre part aux préparatifs de la semaine sportive.

Enfin, l'histoire du carnaval ne saurait se clore sans l'évocation des tensions qui troublèrent ces cinq années de festival. Comme pour rappeler que la fête appartient, corps et âme, à la collectivité qui l'enfante, le carnaval devient à son tour la scène de confrontations idéologiques, sociales et économiques, qui, à une échelle réduite, reprenaient les grands antagonismes de la société montréalaise de la fin du XIX^e siècle.

IV. Conflits, tensions, oppositions

1. Les autorités religieuses catholiques et le carnaval: une opposition idéologique

Tout au long du XIX^e siècle, le clergé catholique canadien-français s'oppose aux différentes formes d'amusement, qu'il s'agisse de théâtre, de danse ou d'autres activités présentées comme source de péché.²² Certaines activités du carnaval n'échappent pas à cette condamnation. Toutefois, le caractère très anglais de cet événement qui, au début, ignore presque complètement la population francophone, fait en sorte que le clergé catholique est lent à réagir contre cette nouvelle forme de réjouissance. Ce n'est qu'en 1885 qu'il prend position contre ces activités qui s'étendent désormais aux quartiers francophones de l'est de la ville.

Le mouvement de condamnation débute en février 1885 lorsque des curés dénoncent en chaire la glissade et la raquette.²⁵ Pour l'un de ces curés, les différents récits décrivant les plaisirs d'une descente en traîne sauvage ou d'une randonnée en raquettes n'ont rien pour rassurer les autorités religieuses sur la moralité de ces activités pratiquées entre hommes et femmes. Même si à plusieurs reprises des journalistes, sportifs et hommes de bonne réputation insistent sur le caractère hautement moral de ces activités et louent, en ces termes, les bienfaits physiques et moraux qu'ils procurent:

What better has any man in Montreal done for its youth, than to stimulate them to manly exercise in the days of their temptation, and to woo them to expend in open air and healthy sport the superfluous energy of growing manhood?²⁴

le clergé demeure convaincu que ces divertissements sont, selon sa propre expression, «une occasion prochaine de péché.»²⁵ À l'instar de ses curés, l'évêque de Montréal, Mgr Édouard-Charles Fabre, se prononce aussi contre ce genre d'amusement, et, en décembre de la même année, émet une circulaire à cet effet.²⁶ La glissade et la raquette sont alors au centre de ses préoccupations. L'évêque s'en prend principalement au fait que les deux sexes pratiquent ensemble ces activités sportives. La présence des femmes semble sérieusement inquiéter le prélat qui voit dans ces distractions un risque pour leur frêle santé et un danger pour leur vertu.

Ces interventions verbales et écrites contre certains sports typiques du carnaval ont, en réalité, peu d'effets sur le cours des événements et sur l'évolution des activités sportives, surtout en vogue au sein de la bourgeoisie anglo-protestante. À l'opposé des dénonciations formulées contre des amusements à caractère plus populaire, comme le théâtre de vaudeville, les bazars ou les excursions, celles se rapportant au carnaval et à ses activités s'avèrent beaucoup moins nombreuses. Ce relatif silence peut être imputé probablement au fait que la masse des fidèles se compose de travailleurs qui sont maintenus, par leurs conditions de vie et de production, à l'écart du phénomène. Conséquemment, l'Église ne sentant pas ses assises populaires menacées par ces nouvelles formes d'amusements ne se voit pas dans l'obligation d'intervenir fréquemment. Il lui suffit, pour l'instant du moins, de mettre ses fidèles en garde contre des distractions jugées dangereuses pour leur âme.

2. Les Canadiens français: un conflit ethnique et social

La seconde forme de contestation a, cette fois-ci, un caractère ethnique puisqu'elle oppose des Canadiens français aux organisateurs, majoritairement anglophones. Derrière cet antagonisme se révèlent des intérêts socio-

économiques. Certains membres de l'élite économique et politique francophone sont intéressés à participer à l'organisation des fêtes, mais en sont exclus; ils voudraient eux aussi profiter des avantages économiques qui en découlent. Leur exclusion se traduit d'ailleurs clairement au niveau de l'espace urbain par la concentration des activités carnavalesques dans la partie centre-ouest de la ville, autour d'établissements appartenant à des anglophones comme l'hôtel Windsor, la patinoire Victoria ou le club de curling Thistle. Face à cette situation, des journalistes, des échevins et des commerçants canadiens-français crient à l'injustice, et, c'est sur le principe de la défense des intérêts de la collectivité francophone qu'ils fondent leurs revendications.

D'ores et déjà, l'on peut constater que ce conflit repose sur une triple dichotomie: **ethnique**, où s'opposent francophones et anglophones, **sociale**, où se confrontent deux composantes de la bourgeoisie montréalaise, et enfin, **géographique**, où s'opposent les quartiers est et ouest de la ville.

a) Une opposition au principe des fêtes.

Les premiers signes de cet antagonisme commencent à transparaître dans les journaux au début de janvier 1883. Certains journaux francophones font alors part de leurs réserves quant à l'opportunité de tenir un carnaval d'hiver.²⁷ Leurs quelques interventions, basées sur le coût trop élevé de l'entreprise, sur la peur de décourager l'immigration en faisant trop connaître à l'étranger les rigueurs du climat canadien, ou encore, sur la crainte de nuire à l'effort de colonisation, demeurent stériles et le carnaval se produit comme prévu. La réussite qui l'accompagne est telle que quelques journaux²⁸ se ravissent après coup et reconnaissent le bien fondé de cet événement. Ainsi, peu à peu, les journaux récalcitrants de la première heure approuvent la tenue d'une pareille fête en hiver. Leur appui ne met pas pour autant un terme au mouvement de protestation. Le carnaval, certes reconnu comme légitime, fait encore l'objet de leurs critiques. Cette fois-ci, l'inclusion des quartiers de l'est est à la source de leurs nouvelles récriminations.

b) Le droit aux fêtes

L'année 1884 voit un second carnaval; comme en 1883, il se concentre essentiellement dans la partie centre-ouest de la ville, et plus particulièrement dans le quartier Saint-Antoine.²⁹ Les festivités terminées et les résultats financiers connus, il devient dorénavant difficile aux hommes d'affaires francophones des quartiers Centre, Est, Saint-Louis et même Saint-Jacques de rester indifférents à l'exclusion de l'est, zone névralgique de leurs activités économiques. À leur tour, ils veulent profiter de la fête, et dès l'automne ils passent à l'action. Un mouvement de revendication, dirigé par des sportifs, des commerçants, des

hôtelières et des politiciens, se constituent. À l'initiative de A.-J. Corriveau, président du club de raquetteurs Le Trappeur, une première réunion des principaux intéressés a lieu le 21 octobre, comme en fait foi cet extrait du *Star*:

A private meeting of a number of the most prominent citizens of the East End was held at the rooms of the Fish and Game Protection Club this afternoon, to make preliminary arrangements for assisting the organizers of the proposed Winter Carnival.

Mr. A.J. Corriveau, President of Le Trappeur Snowshoe Club, who was mainly instrumental in arranging the meeting, informed a *Star* reporter this morning that far from any antagonism being felt by the people of the East End towards those who have thus far carried on the Carnival, as has been hinted, they are anxious only to assist in making the Carnival a success. The idea that there exists any intention of organizing an opposition Carnival is ridiculous, as success in this matter can only be obtained by the union of all parts of the community. If the people of the West End, as has been suggested, discontinue their Carnival this year those of the East will certainly not be content to allow the season to pass without the festival, and will arrange for a Carnival in the East End. With proper management he felt convinced that \$10,000 could be raised among the French Canadian merchants alone, and he looks for a total subscription this year of between \$15,000 and \$18,000. All that would be required to bring the people of the eastern part of the city into line would be to assure them that a rightful proportion of the Carnival would take place in their midst.³⁰

Allant dans le même sens, Isidore Durocher, propriétaire de l'hôtel Richelieu, près de la place Jacques-Cartier, affirme à son tour:

Nos compatriotes ne sont guère satisfaits de la manière dont ils ont été traités jusqu'à présent. On devrait s'occuper un peu plus de nous dans l'organisation de cette fête. Cependant, tout en nous efforçant de rendre la célébration aussi attrayante que possible dans la partie-est de la ville, nous tâcherons d'agir autant que possible, de concert avec la population d'origine anglaise. Notre intention serait d'avoir des processions dans les rues comme celles de la St. Jean-Baptiste, ou la procession du Mardi-Gras à la Nouvelle-Orléans. [...] Il serait très facile de faire souscrire un montant très considérable par la population française de Montréal, pourvu que la fête ne soit pas accaparée au profit de la partie-ouest. Jusqu'à présent, on aurait pu parcourir pendant le carnaval les rues les plus peuplées de la ville sans se douter qu'il y avait fête.³¹

Enfin, durant la même semaine, l'honorable Loranger, démontrant les avantages d'une telle manifestation pour les Canadiens français, déclare:

On a déjà reproché aux Canadiens de se tenir en dehors des mouvements financiers. Voici une occa-

sion qui se présente de montrer que nous ne sommes pas en dehors de ce mouvement. Le carnaval est au profit de tout le monde, tout [sic] les citoyens ont leur part dans les revenus et c'est une source de bénéfices pour la ville. Tous les carnivals ont été faits jusqu'aujourd'hui par la partie ouest; nous n'avons pris aucune part à ce mouvement, si ce n'est d'aller déposer notre argent dans la bourse de nos voisins. Il faut prouver que la partie-Est de la ville n'est pas déshéritée et que toutes les belles choses du carnaval ne se voient pas seulement dans la partie ouest. Joignons-nous au mouvement qui se prépare. Tout ce qui se fait à Montréal doit se faire par les deux nationalités. Elles ne doivent pas se combattre mais elles doivent s'unir: c'est par cette union que nous serons forts. Souscrivons de l'argent, car si nous ne voulons pas souscrire, nous n'aurons rien.³²

Ces quelques déclarations font ressortir les arguments sur lesquels reposent les revendications et aspirations de la bourgeoisie francophone. Leurs requêtes se résument en trois points: l'extension des fêtes aux quartiers de l'est, l'implication des francophones dans la conception et la planification du programme et l'établissement d'une collaboration harmonieuse entre les comités organisateurs de l'est et de l'ouest. Ces réclamations expriment le désir de profiter des bienfaits économiques de l'événement ainsi que la volonté de certains francophones de se tailler une place au sein de la bourgeoisie montréalaise. C'est davantage pour faire admettre son droit de cité que pour défendre les intérêts de la collectivité qu'elle se préoccupe ainsi du carnaval. Cette manifestation devient pour elle l'occasion de se faire reconnaître et de faire croître son capital tant social qu'économique. Mais pour atteindre ses objectifs, elle a besoin que l'harmonie règne entre les deux familles ethniques. Aussi, à plusieurs reprises, la presse francophone rappellera la nécessité de bien s'entendre avec le groupe anglophone. Parmi les raisons alors invoquées pour justifier un tel discours figurent l'importance d'une union solide des anglophones et francophones afin de former une nation forte, puis, la nécessité d'éviter les affrontements ethniques.

Pour la fraction de l'élite francophone acquise au principe du libéralisme économique, l'union avec la bourgeoisie anglophone est vitale; dans son intérêt propre, seule une collaboration peut assurer son avenir. C'est dans cet esprit qu'elle aborde la question du carnaval. Après avoir montré les dents en faisant connaître ses revendications, elle plie l'échine en rassurant la bourgeoisie anglophone sur ses intentions qui ne sont pas de la concurrencer, mais de partager avec elle le fardeau de l'organistion et de profiter des avantages de la réussite.

Les anglophones, une fois l'effet de surprise passé, accueillent assez favorablement les doléances formulées par leurs concitoyens de l'est. Après quelques tractations, il y a formation de deux grands comités chargés de mettre en

place le programme de 1885. Le droit aux fêtes est désormais reconnu par les francophones pour eux-mêmes, et, par les anglophones pour l'ensemble de la ville.

Le comportement des anglophones, dans ce cas-ci, mérite quelques explications. Dans cette dynamique ethnique et sociale, où les tensions sont fréquentes, comment se justifie une attitude si conciliante de leur part? Des motifs d'ordre matériel et conjoncturel semblent à la base de cette réaction positive. En effet, les organisateurs sont aux prises avec le problème du renouvellement de leur programme, la participation des quartiers de l'est se présente alors comme une sorte de solution puisqu'elle s'accompagne de la mise en place d'activités et de monuments encore jamais vus dans le cadre de ces festivités. Ainsi, le programme peut connaître un regain de nouveauté et d'originalité. De plus, l'intégration de la partie est, en augmentant le bassin de chambres à louer mises à la disposition du comité du logement, règle une partie du problème de l'hébergement des visiteurs. Enfin, les commerçants et hôteliers de l'ouest n'ont pas à craindre une baisse de leur chiffre d'affaires puisque, tel qu'est conçu le programme, c'est toujours dans cette partie de la ville que se concentrent les principales activités. En réalité, ce sont les surplus qu'ils n'auraient pas pu absorber qui sont détournés vers les entreprises hôtelières et commerciales de l'est.

c) Une harmonie précaire

En dépit des bonnes intentions manifestées de part et d'autre, les tensions perdurent. Si dans l'ensemble, le travail des deux comités s'effectue sans conflits majeurs, dans le détail, les injustices, les fins de non recevoir et même les affrontements ternissent cette tentative de collaboration. Voici un exemple qui témoigne de la fragilité de cette harmonie: *La marche aux flambeaux dans l'est de la ville*.

Le comité de la raquette de l'est, composé de H. Boisseau, S. Beaudin, C. Portier, J.-U. Énard, J.-J. Daley, J. Raiston, C. Foisly, J. Melançon, J.-B. Resther, A.-J. Corriveau et C. Lamothe,³³ décide d'inscrire au programme une marche aux flambeaux sur l'île Sainte-Hélène et fait savoir qu'il se propose de «payer la moitié du coût des flambeaux pour les processions du mardi et du jeudi, pourvu que les clubs du [sic] l'ouest prenne [sic] part en très grand nombre à la procession de l'île Ste Hélène, le mardi».³⁴ À la suite de cette offre, le comité responsable des clubs de raquetteurs de l'ouest se réunit, discute la proposition et en vient à cette conclusion:

With regard to the snowshoe procession from the Island on Tuesday and the grand attack on Wednesday, it was suggested by the east end representatives that they would pay half the cost of the torches, if a guarantee was given that the whole of the members of the west end clubs would turn out

on Tuesday in connection with the Island procession. There was some apprehension that the same number of men could scarcely be secured on two consecutive nights. The delegates from each club were requested to report at the next meeting of the committee as to the probable number of men who would turn out at the east end demonstration on Tuesday.³⁵

Qu'elle soit fondée ou non cette réponse démontre une certaine réticence des raquetteurs anglophones à participer en grand nombre aux fêtes de l'est. Cet événement serait d'ailleurs sans grande importance si d'autres incidents ne venaient amplifier son caractère conflictuel. Ainsi, une fois le problème du nombre des participants posé, le comité de la raquette de l'ouest, s'attarde maintenant à critiquer le parcours choisi par leurs confrères francophones:

The expression of opinion of the various Snowshoe Clubs shows that the route of procession arranged by the East End Committee does not meet with universal approval, and that the snowshoers generally object to parading the streets of the city à *la militaire*. The idea generally held is that the visitors should have an opportunity of seeing an ordinary snowshoe tramp, as that on Wednesday evening will be, the route followed being that of the ordinary weekly tramps, and the only difference being that torches will be carried. The route arranged in the East End programme is similar to that followed by that of the St. Jean Baptiste procession, and will be a very long tramp indeed, especially after the performances on St. Helen's Island.³⁶

Est-ce bien la longueur du parcours qui les tracasse? Est-ce l'ordre du défilé qui les préoccupe? Ou, n'est-ce pas plutôt le caractère symbolique et nationaliste de cette marche qui, suivant le tracé habituel de la parade de la Saint-Jean-Baptiste, les indispose? Autrement, comment expliquer que ces hardis sportifs, fiers de leurs nombreux exploits réalisés lors de randonnées vers Sault-au-Récollet, Pointe-aux-Trembles ou Lachine, soient inquiétés par quelques milles parcourus en ville?

Il faut chercher bien davantage du côté de leur propre nationalisme que du côté de leurs capacités physiques, la source de leurs hésitations. Face à ce problème, le comité de l'est fait savoir que «cette route n'est pas aussi longue qu'elle paraît, vu que chaque rue mentionnée ne sera parcourue qu'en partie.»³⁷ Plusieurs clubs anglophones déclinent malgré tout l'invitation. Cette attitude ne va pas sans soulever la colère de certains journalistes et raquetteurs francophones. *La Presse* choquée par un tel comportement écrit:

Cette année, les Canadiens s'organisèrent de bonne heure, et décidèrent de contribuer et de leur personne et de leur bourse, afin de montrer aux Anglais, qu'ils possédaient assez d'esprit public

pour faire leur part dans cette fête. Ceci posé, c'est avec regret que nous devons constater que nos compatriotes d'origine Anglaise, oubliant la part prise par les Canadiens l'an dernier dans les fêtes de leur quartier, ont dédaigné de se joindre à nos compatriotes à la démonstration sur l'île Sainte-Hélène hier soir. Les clubs de raquettes anglais brillaient tous par leur absence.

Si ces messieurs croient nous imposer par leur morgue et leur manque d'égards, ils sont dans l'erreur. Nous sommes capables de faire des démonstrations sans eux, celle d'hier soir en est la preuve et nous espérons que nos compatriotes auront le bon esprit de ne pas manquer celle de ce soir en s'abstenant d'y prendre part.

Mais ce que nous pouvons affirmer, c'est que l'acte discourtois dont les clubs anglais se sont rendus coupables hier soir, ne sera pas oublié de longtemps.³⁸

Pour sa part, le principal club de raquetteurs francophones de Montréal, Le Trappeur, laisse planer le doute sur sa participation à l'attaque simulée du palais à laquelle sont conviés tous les raquetteurs de la ville. Les journaux se perdent d'ailleurs en conjectures à ce sujet. Alors que *La Patrie* annonce:

Il circulait ce matin une rumeur allant à dire que le club des Trappeurs n'assisterait pas ce soir à l'assaut du palais de glace, mais nous avons été informés à bonne source que cette rumeur était fausse. Les trappeurs rempliront la partie du programme qui leur a été assignée et ils se rendront sur le terrain au nombre d'environ deux cents.³⁹

La Minerve affirme: «Nous apprenons que le comité exécutif du club de raquette «Le Trappeur» a décidé que ce club ne prendrait pas part à l'attaque du Palais de glace ce soir, parce que certains clubs de Montréal auraient manqué de courtoisie à son égard, lors de la démonstration d'hier soir.»⁴⁰ Même le lendemain de l'attaque du palais, les journaux n'arrivent pas à s'entendre sur la participation de ce club.⁴¹ Qu'il ait ou non pris part à cette démonstration, il n'en reste pas moins que cet incident est à l'image de la réalité sociale montréalaise où, dans une dynamique complexe, s'entremêlent à la fois le jeu des alliances sociales et des oppositions ethniques. D'autres cas, comme l'inégale répartition des subventions et la place secondaire accordée aux comités de l'est dans la publication du programme officiel⁴² sont également à signaler; plus que des faits anecdotiques, ils sont les symptômes visibles d'un malaise social qui débordé largement les cadres du carnaval.

Quels que soient les motifs qui les animent, ces tensions à caractère ethnique ont eu un impact déterminant sur l'organisation des fêtes. En provoquant l'extension géographique du festival et en permettant l'intégration du groupe francophone, les revendications formulées par des hommes comme A.-J. Corriveau propriétaire d'une fila-

ture de soie et président du club Le Trappeur, ou, Isidore Durocher hôtelier et membre du comité de l'est, ont influencé de façon marquante l'évolution générale de la manifestation. En ce sens, le carnaval leur doit beaucoup.

Enfin, aux revendications et aux protestations des francophones s'ajoute une autre forme de conflit qui, à son tour, trouble l'organisation; elle a cette fois-ci un caractère économique et met principalement en cause les souscripteurs.

3. Les souscripteurs: un conflit économique

Les relations entre ces deux groupes deviennent très tôt tendues et la faible participation financière des souscripteurs en est la cause. Pour plusieurs commerçants, fabricants ou hommes d'affaires, le carnaval, qu'ils souhaitent voir se concrétiser, est avant tout la responsabilité des clubs sportifs. Bien qu'ils en approuvent les raisons d'être économiques et touristiques, ils demeurent implicitement convaincus que la tâche d'organiser et de financer une pareille expérience revient à ces mêmes clubs. Les journaux auront beau leur rappeler que sans leur soutien financier il ne peut y avoir de festival, ou encore, que subventionner les fêtes d'hiver ce n'est pas une question de «charity but a matter of business»,⁴³ ils font généralement montre de peu d'enthousiasme face à l'obligation de souscrire. Pour certains agents ces festivités «will come like Christmas, without effort of theirs»;⁴⁴ pour d'autres, comme les administrateurs de la patinoire Victoria, leur établissement a des buts lucratifs et les organisateurs ne devraient pas le considérer comme une société de bienfaisance.⁴⁵

Un phénomène explique cette attitude de désaffection: l'inégalité de la répartition des retombées économiques qui favorise les plus grands au détriment des plus petits. Cette inégale répartition des gains fait dire à certains marchands mécontents qu'il serait temps que les grands établissements augmentent leur souscription en fonction des profits réalisés. Cette opinion, *La Presse* le traduit en ces mots:

On dit que durant le carnaval, un des principaux hôtels a fait en un seul jour \$13,000 ce qui représenterait près de \$10,000 de bénéfice. Les marchands, à qui ces faits sont connus, disent que si nous avons jamais un autre carnaval d'hiver, il faudra faire quelque chose de mieux encore que cette année et exiger des principaux hôtels de la ville une souscription d'au moins \$30,000. Ce sont, en effet, les hôtels et les chemins de fer qui retirent presque tous les avantages du carnaval.⁴⁶

Par ailleurs ceux qui acceptent de souscrire se font reprocher de ne pas le faire assez généreusement; le rapport entre les bénéfices réalisés par certaines entreprises et leur

participation financière est en effet nettement disproportionnée. Ces faits ne passent pas inaperçus et plusieurs journaliers, organisateurs ou sportifs s'en plaignent. L'avis est assez répandu qu'à elles seules les entreprises hôtelières et ferroviaires pourraient assumer la totalité des frais de la fête. Sans en demander autant, les organisateurs espèrent néanmoins que ces établissements et compagnies desserviront avec plus de largesse les cordons de leur bourse. En règle générale, ce n'est pas le cas. Il arrive, certes, qu'à la suite de multiples pressions, l'on verse des sommes supplémentaires, mais la plupart du temps les administrateurs de ces entreprises s'en tiennent à leurs politiques initiales. Sentant le besoin d'expliquer leurs positions, ils rappelleront qu'ils sont de loin ceux qui souscrivent les plus forts montants et qu'en plus de leur participation financière directe, ils consentent, chaque année, des réductions de tarifs et une augmentation de service. Ainsi, considèrent-ils leur contribution suffisante et leurs profits justifiés. Mais un tel comportement de leur part, lié à la faible participation des autres agents, a des effets sur l'organisation des festivités. Dans l'immédiat, les budgets alloués aux différentes activités subissent des diminutions, et, à long terme, c'est toute l'organisation qui sera remise en question.

Ce regard porté sur les conflits entourant le carnaval permet de constater qu'il serait vain de vouloir aborder cette manifestation en limitant son analyse à la seule étude de ses festivités et de ses monuments. Faisant intervenir des organisateurs, des clubs, des souscripteurs, cette fête devient nécessairement une sorte de catalyseur où se croisent et s'opposent les intérêts et les aspirations de chacun. Aussi, en dépit de ses dehors heureux, le carnaval se révèle être un foyer de tensions où se cristallisent les oppositions idéologiques, les conflits d'intérêts et les rapports de force qui façonnent alors tout le paysage social d'une ville comme Montréal.

Conclusion

Au terme de cet article sur le carnaval de Montréal, trois remarques générales peuvent être faites. Premièrement, il semble important de noter que tant par ses organisateurs que par ses participants, le carnaval ne répond pas aux normes qui en feraient une activité véritablement «populaire». Certes, il existe dans le programme des manifestations à grand déploiement qui s'adressent à l'ensemble de la population, mais cela ne suffit pas à faire de ces événements des fêtes populaires. En effet, pour qu'elles puissent être considérées comme telles, il faudrait qu'elles correspondent aux critères suivants, à savoir, être produites par les classes populaires, être conçues en fonction des besoins et disponibilités de ces dernières, ou encore, rejoindre la population dans son ensemble. Or, le carnaval ne remplit pas ces conditions. Il n'émane d'aucune manière des masses populaires, ni ne prend source dans leurs croyances ou dans leurs traditions. Il est au contraire

entièrement conçu au sein de la bourgeoisie locale qui choisit les activités en fonction de ses habitudes récréatives; aussi, le sport, les réunions mondaines et les cérémonies officielles composeront-ils l'essentiel des programmes. Avec leurs horaires et les frais qu'ils occasionnent, ces divertissements s'adressent surtout à la fraction de la population qui dispose de temps et d'argent pour s'amuser, ainsi qu'aux riches touristes. Tant par ses origines, ses activités que ses participants, le carnaval de Montréal ne peut donc être considéré comme une fête populaire.

Deuxièmement, l'examen des programmes et l'analyse des objectifs poursuivis par ses promoteurs démontrent également que ce carnaval n'entretient aucun lien avec la fête traditionnelle. À vrai dire, la manifestation montréalaise ne retient du passé que trois éléments: la période du calendrier où elle prend place, le nom qu'elle porte et les mascarades qu'elle affiche. L'essentiel de la fête traditionnelle, dans ses fonctions, sa signification et ses pratiques, est évacué. Ainsi, par exemple, tout l'aspect religieux qui, par le biais de mythologies, de rituels et de jeux, expliquait et justifiait la nécessité de manger, de se reproduire et de travailler la terre, est mise de côté. Transposé dans un milieu urbain industrialisé, le carnaval est désormais coupé de son contexte d'origine dont il ne garde que quelques traits folkloriques. De plus, cette manifestation ne présente rien du caractère scabreux des carnivals traditionnels. Les banquets monstres de jadis, les danses macabres, les propos injurieux et les jeux vulgaires ont fait place à la distinction, à la retenue et aux bonnes manières, partout de rigueur. Toutes les formes de licence sont éliminées. Pourtant c'était bien là le propre des carnivals traditionnels où le grivois était porteur de contestation sociale. Derrière le masque, les identités se perdaient, le riche devenait le pauvre et le fou, roi. Sous le mode d'une inversion imaginaire, ces carnivals opéraient un renversement des valeurs et de la hiérarchie sociale. Tel n'est nullement le cas à Montréal. Loin de renverser la société, de ridiculiser ses élites ou même de momentanément abolir les frontières de classes, les fêtes montréalaises respectent l'ordre établi en assignant à chacun un rôle et un statut correspondant à sa classe d'appartenance. La nouvelle éthique qui s'impose, celle du savoir vivre bourgeois, frappe ici d'un même interdit le grotesque et le désordre. Le carnaval, coupé de ses assises populaires et de ses traditions séculaires change inévitablement d'orientation. C'est dorénavant en fonction de critères différents qu'il faut l'interpréter.

Troisièmement, c'est en tant que manifestation propre à la société industrielle qu'il faut l'étudier. Dans ce nouveau contexte, il s'est transformé en une vaste opération commerciale et touristique basée sur la consommation de biens (équipements, objets souvenirs ...) et de services (transport, hébergement, restauration ...). Si elle amuse toujours ses participants, la fête ainsi reformulée,

est devenue pour la bourgeoisie qui l'anime et lui donne sa raison d'être, une occasion de profits substantiels et de prestige indéniable. Désormais cet événement obéira aux impératifs suivants: stimuler l'économie en attirant les touristes, susciter la venue de capitaux étrangers en faisant davantage connaître l'infrastructure commerciale et industrielle de la ville, enfin, agrandir et consolider le marché d'échanges existant.

Cette manifestation, artificiellement greffée à la vie sociale, sera de plus caractérisée par sa durée éphémère. En effet, elle ne réussit pas à s'implanter dans les habitudes de fête de la population, devenue simple spectateur, consommateur d'événements. Seule la mise en place de structures d'organisation, qui décident pour l'ensemble de la collec-

tivité, du bien fondé de cette fête, de sa forme, de son orientation et même de ses publics, sera la base réelle de sa tenue; d'où l'irrégularité de l'événement et sa disparition.

C'est à partir de ces nouvelles caractéristiques que le carnaval de Montréal doit être analysé. L'étude de ses programmes, de ses monuments, de son organisation, de ses publics et des conflits qui le perturbèrent, démontre comment cet événement était étroitement associé au fonctionnement de la société où il prenait place, et, fait voir l'importance, dans le champ historique, de l'analyse du loisir et des divertissements en tant qu'objets nouveaux de connaissance, essentiels à la compréhension globale de la société.

NOTES*

1. Cet article est un condensé du mémoire de maîtrise intitulé *Le carnaval d'hiver de Montréal, 1883-1889* présenté en 1980 par Sylvie Dufresne. Ce mémoire de 214 pages a été rédigé sous la direction de Paul-André Linteau professeur au département d'Histoire de l'Université du Québec à Montréal.
2. La recherche sur le carnaval de Montréal a principalement été menée à partir des journaux et périodiques montréalais publiés au moment des festivités. Au nombre des documents consultés figurent *The Montreal Daily Star*, *The Gazette*, *La Patrie*, *La Presse* et *La Minerve*; ces imprimés ont été dépouillés de septembre à mars et cela sur une période de sept ans, soit de 1882 à 1889. À ces premières sources d'information se sont greffés des guides, des programmes, des brochures et surtout, des numéros spéciaux comme ceux du *Montreal Daily Star* de 1884 à 1889 et ceux du *Montreal Witness* de 1885 et 1887. À l'aide de ces documents, il a été possible de suivre presque au jour le jour le déroulement des festivités et d'en cerner les principales caractéristiques.
3. *The Star*, 11 octobre 1882, p.3; 21 octobre 1882, p.6; *Canadian Illustrated News*, *Carnival Number*, janvier 1883, p.50.
4. *The Star*, 15 décembre 1882, p.4.
5. Pour la seule année 1883, les festivités attirent dans les coffres de certains hôtels, comme le Windsor, près de 30 000\$; d'autres établissements plus modestes, tel le Richelieu, enregistrent des gains de 10 000\$ alors que des marchands de fourrures réalisent des profits variant entre 1 000\$ et 10 000\$. Aux dires des commerçants jamais leurs établissements n'ont été aussi achalandés. Selon *La Minerve*, en 1884, «les étrangers ont dépensé à Montréal pendant la semaine du carnaval: – logement, 200 000\$; cochers, 220 000\$; dépenses diverses 200 000\$. Soit 600 000\$ en six ou huit jours». (13 février 1884, p.1.) Bien qu'il demeure difficile, à partir de ces quelques données d'établir avec exactitude l'ampleur des retombées économiques, on peut supposer que les dépenses directes et indirectes engendrées par une pareille manifestation devaient être assez élevées pour l'époque. (Voir, au sujet de ces dépenses: *The Gazette*, 25 janvier 1883, p.5; 29 janvier 1883, p.2; *The Star*, 29 janvier 1883, p.4; 30 janvier 1883, p.3; *La Patrie*, 29 janvier 1883, p.2.)
6. *La Minerve*, 3 février 1885, p.1; *La Patrie*, 3 février 1885, p.4.
7. En 1885, aux États-Unis, la ville de St. Paul, Minnesota, suivant l'exemple de Montréal, organise un carnaval d'hiver. Deux ans plus tard, d'autres villes, comme Saratoga, Albany et Hamilton, tiennent des fêtes sportives en hiver. (*The Star*, 19 décembre 1884, p.4; 24 novembre 1886, p.2; 16 décembre 1886, p.5; 31 décembre 1886, p.6; 20 janvier 1887, p.1; 1 février 1887, p.4.)
8. *La Minerve*, 25 janvier 1883, p.2.
9. Les glissoires publiques se retrouvent principalement sur les rues Peel et Guy en 1883, ou encore sur la montagne à la hauteur de Côte-des-Neiges; en 1885, l'extension du carnaval aux quartiers de l'est s'accompagne de l'aménagement d'une pente naturelle sur l'île Sainte-Hélène; en 1887, la glissoire publique, jusque-là tracée à même le relief, donne lieu à la construction d'une immense structure de bois sur la place Jacques-Cartier.
10. En 1884, près de 60 000 personnes visitent Montréal, l'année suivante, il y en a 53 000 et en 1887, 52 860. Si l'on considère que des activités clés, comme l'attaque simulée du palais, attirent entre 20 000 et 50 000 spectateurs, qu'une course de chevaux en accueille près de 12 000 et qu'en une seule journée on dénombre environ 4 000 glisseurs sur les pentes d'un club de toboggans, l'on peut penser qu'une partie importante de ces publics se compose de touristes. D'ailleurs combien de commentaires du genre «La ville est encombrée d'étrangers» nous rappellent que leur nombre devait être imposant. (*The Star*, 25 janvier 1883, p.5; 19 février 1887, p.1; *Montreal Daily Star*, *Carnival Number*, février 1884; *La Minerve*, 3 février 1885, p.1; 7 février 1884, p.2; *La Patrie*, 7 février 1884, p.2; *La Presse*, 28 janvier 1885, p.3.)
11. *Winter Carnival Illustrated*, Montréal, [ou] *Bishop's Carnival Illustrated*, février 1884, p.10.
12. *Montreal Daily Star*, *Carnival Number*, janvier 1885, p.2.
13. Expression utilisée par le journaliste Jules Helbronner pour désigner les travailleurs montréalais. (Voir: Bonville, Jean de, *Jean-Baptiste Gagnepetit: les travailleurs montréalais à la fin du XIX^e siècle*. (Montréal, L'Aurore, 1975, pp.15-21.)
14. Jean de Bonville situe aux alentours de 337\$ par année le salaire moyen de la masse ouvrière montréalaise. Il estime qu'un travailleur qui gagne 350\$ par année pourra peut-être s'acheter, en solde, une paire de pantalon à 0,85\$ ou un pardessus à 3,50\$. Que dire alors des activités du carnaval quand on considère qu'un toboggan se détaille entre 2,50\$ et 3\$, qu'une paire de raquettes coûte entre 3,50\$ et 1,50\$, que des patins se vendent entre 5\$ et 2,50\$ et ceux à bon marché, entre 2\$ et 0,75\$? Comme le signale cet auteur, «les sports demeurent l'apanage des bourgeois». (Jean de Bonville, *op. cit.*, pp.30-31, 40, 79, 107, 135-136, 144; au sujet

* Pour les fins de cet article les notes et références ont été volontairement limitées. Toutefois pour tout chercheur intéressé à connaître le détail des sources de références il lui sera possible de les trouver dans le mémoire où elles sont en grand nombre.

- des articles de sports: *The Star*, 21 janvier 1885, p.8; 10 décembre 1888, p.4; 22 décembre 1888, p.8; 5 février 1889, p.8.)
15. Voir au sujet du caractère bourgeois des activités sportives à Montréal durant la seconde moitié du XIX^e siècle, l'article de Alan Metcalfe, «The Evolution of Organized Physical Recreation in Montreal, 1840-1895», dans *Histoire sociale/Social History*, volume XI, numéro 21, mai 1978, pp. 144-166. L'auteur de cet article, en étudiant l'évolution du sport organisé, met en lumière le caractère élitiste de ces activités au début de leur implantation dans la vie sociale et culturelle des Montréalais.
 16. Certaines personnes fréquentent les théâtres de vaudeville où les places coûtent entre 0,10\$ et 0,20\$ comme le Royal de la rue Côté; d'autres préfèrent se promener dans un parc public, et, l'été, assister à une représentation musicale offerte par une fanfare municipale; à l'occasion, durant la belle saison, on ira au cirque; lors de fêtes religieuses ou patriotiques, on prendra part à une procession, on regardera défiler les chars allégoriques d'une parade; d'autre fois encore on participera à un pique-nique, à un bazar ou à une excursion organisée par une association paroissiale ou syndicale; enfin, et c'est là peut-être la règle générale, l'hiver comme l'été, on s'amusera, au hasard des circonstances, avec des amis, des voisins, des compagnons de travail ou de la parenté, chez soi, à l'extérieur ou dans des débits de boisson. (Voir, au sujet des différentes formes de divertissement populaire à Montréal au XIX^e siècle: Rapport du Groupe de Recherche en art populaire, *Travaux et conférences, 1975-1979*. [Montréal, Université du Québec à Montréal, Département d'Histoire de l'Art, 1979, 300 pages dactylographiées, 118 illustrations].)
 17. *Canadian Illustrated News, Carnival Number*, janvier 1883, p.50.
 18. Une liste sommaire des principaux organisateurs est fournie en annexe V du mémoire de S. Dufresne, *Le carnaval d'hiver de Montréal, 1883-1889*, pages 193 à 204.
 19. *Ibid.*, annexe VI; liste des principaux clubs sportifs montréalais qui ont participé au carnaval.
 20. *Ibid.*, annexe V.
 21. *The Star*, 29 février 1884, p.3; 14 février 1885, p.7.
 22. Dans le rapport préparé par le Groupe de Recherche en art populaire (GRAP), deux articles analysent différents textes du clergé catholique dénonçant les divertissements; parmi les sources de péché souvent évoquées se rencontrent les romans, les feuilletons, les bazars, les excursions, la danse et l'activité théâtrale. (Rapport du GRAP, *op. cit.*, pp. 187 à 258; en ce qui concerne l'activité théâtrale, voir aussi: Laflamme, Jean et Rémi Tourangeau, *L'Église et le théâtre au Québec* [Montréal, Fides, 1979, 356 pages].)
 23. *La Vérité*, 28 février 1885, p.2; *La Minerve*, 19 février 1885, p.1) *The Star*, 18 février 1885, p.1.
 24. *Montreal Daily Star, Carnival Number*, janvier 1885, p.2.
 25. Expression couramment utilisée par le clergé pour condamner les amusements et que le journal de Jules-Paul Tardivel reprend à son tour. Dans le cas qui nous intéresse, voir: *La Vérité*, 28 février 1885, p.2.
 26. [Mgr Édouard-Charles Fabre]. «Circulaire de Mgr l'évêque de Montréal au clergé de son diocèse», volume 10, numéro 72, 26 décembre 1885, p.168, dans: *Mandements, lettres pastorales, circulaires et autres documents publiés dans le diocèse de Montréal, depuis son érection 1869-1959* (Montréal, Typographie Le Nouveau Monde). Cette circulaire sera reproduite dans *La Semaine Religieuse*, 9 janvier 1886, p.26.
 27. *La Minerve*, 20 janvier 1883, p.1; *La Vérité*, 5 janvier 1883, p.1; *L'Opinion Publique*, 25 janvier 1883, p.35.
 28. Comme *La Minerve*, 23 janvier 1883, p.2, et *L'Opinion Publique*, 1 février 1883, p.52.
 29. *La Minerve*, 23 janvier 1883, p.2.
 30. *The Star*, 21 octobre 1884, p.4.
 31. *La Presse*, 21 octobre 1884, p.4.
 32. *La Patrie*, 29 octobre 1884, p.2.
 33. *The Star*, 21 novembre 1884, p.1.
 34. *La Patrie*, 22 décembre 1884, p.4.
 35. *The Star*, 22 décembre 1884, p.1.
 36. *The Star*, 10 janvier 1885, p.6.
 37. *La Presse*, 12 janvier, 1885, p.4.
 38. *La Presse*, 28 janvier 1885, p.4.
 39. *La Patrie*, 28 janvier 1885, p.4.
 40. *La Minerve*, 28 janvier 1885, p.2.
 41. *La Minerve*, 29 janvier 1885, p.2; *La Presse*, 29 janvier 1885, p.3.
 42. Ces deux cas sont présentés plus en détail dans le mémoire de S. Dufresne, *Le carnaval ...*, chapitre IV, «Conflits et tensions entourant le carnaval», pp. 152 à 155.
 43. *The Star*, 30 septembre 1884, p.4.
 44. *The Star*, 9 octobre 1883, p.4.
 45. *The Star*, 31 octobre 1884, p.4.
 46. *La Presse*, 16 février 1889, p.4.